

APPEL À LA SOLIDARITÉ ! A.P.A.C.H.E. EST MENACÉE D'EXPULSION IMMINENTE PAR CAEN LA MER HABITAT !

A.P.A.C.H.E. est une association créée lors d'une lutte de chômeur-euses et de précaires occupant depuis plus de 20 ans le local appartenant à *Caen la mer Habitat (CLMH)* au 35 boulevard Poincaré. Elle organise régulièrement des causeries et projections-débats (contre la guerre, contre le nucléaire, sur la question algérienne, sur des luttes en cours ou passées, etc.), héberge une bibliothèque libertaire, diffuse revues et brochures subversives. C'est aussi un lieu d'organisation pour les luttes, sur des bases anarchistes, c'est-à-dire sans chef, par nos propres moyens et avec comme perspective une rupture avec cette société reposant sur le fric et la hiérarchie. Le local a par exemple permis de se réunir au moment du mouvement contre la réforme des retraites en 2023 ou de la lutte dite des *Gilets jaunes* en 2018. C'est aussi un lieu d'entraide, avec une mutuelle de pognon pour faire face aux coups durs, une mutuelle d'outillage, et un espace de solidarité avec les personnes incarcérées, les sans-papiers et les chômeur-euses fliquées par l'administration.

Fin août, nous avons reçu un préavis nous donnant congé par *CLMH*, sous prétexte de la création d'une association de résidents. La date d'état des lieux était initialement prévue début décembre. Surpris et surprises qu'un partage d'espace entre les associations ne soit pas discuté (d'autant plus que le local a été partagé dans le passé...) et n'occupant pas nous même le local tous les jours, nous avons sollicité les membres de ladite association à plusieurs reprises afin de les rencontrer et dans la perspective de partager l'espace (plutôt que de s'installer dans un local déjà occupé au prix de notre expulsion...). Dans le même temps, nous avons demandé une rencontre avec *CLMH*, qui nous a permis d'obtenir un délai de préavis d'un mois supplémentaire et nous à confirmer qu'on pourrait maintenir nos activités au local, si l'association des résidents acceptait le partage. Deux semaines avant la nouvelle date d'état des lieux, et après plusieurs relances d'invitations à la rencontre, les deux membres du bureau de l'association ont fini par venir nous voir, nous affirmant qu'ils étaient d'accord pour un partage d'espace. La semaine qui suit, *CLMH* nous informe qu'ils leur ont tenu un discours inverse, mais qu'au vu de la situation confuse, faire de la place et un grand ménage sera suffisant pour l'état des lieux sans sortie prévu quelques jours plus tard. Nous nous organisons donc en conséquence.

À 4 jours d'un état des lieux, *Caen la mer Habitat*, nous envoie un mail nous intimant finalement de vider intégralement le local et de quitter les lieux. Bref, ils nous dégagent après nous avoir baladé. De notre côté, nous avons tenu nos engagements, fait de la place et le ménage, en vue de partager le local, comme prévu lors de nos seules interactions de vive voix avec les membres de l'association. Nous avons bien entendu refusé de remettre les clés à *CLMH* lors de leur venue le 7 janvier. Ils nous ont alors signifié qu'ils allaient faire appel à un huissier et entamer une procédure d'expulsion. De notre côté, nous continuons d'occuper le local et d'y maintenir des activités, notamment pour organiser la riposte face à *CLMH*.

Nous ne sommes pas les seul-es concerné-es par les expulsions. *Caen la mer Habitat*, plus gros bailleur « social » du coin, est depuis longtemps un expert en expulsion (locative ou de squats) et en spéculation immobilière. En août 2020, il a ainsi fait évacuer par les flics un squat où vivaient 160 personnes, les renvoyant à la rue. En 2022, il signait une convention avec la mairie d'Hérouville-Saint-Clair pour expulser plus facilement les locataires de ses logements. En 2023, il faisait les titres des journaux locaux après avoir menacé d'expulser une famille d'origine congolaise, qui se démenait déjà avec la Préfecture pour renouveler leur titre de séjour après 12 ans en France. *Caen la mer Habitat* n'a jamais eu aucun scrupule à foutre des gens à la rue !

Les temps sont déjà durs et la suite s'annonce encore pire, entre une exploitation de plus en plus débridée, une répression de plus en plus brutale et des ravages industriels aux conséquences désastreuses. C'est pour-quoi il semble plus que jamais nécessaire de lutter pour ne pas perdre les lieux autonomes et anarchistes où nous pouvons nous retrouver et nous organiser pour étendre notre liberté et construire l'égalité.

Nous avons déterré la hache de guerre et nous ne nous laisserons pas faire. Nous appelons à nous rejoindre le mardi 14 janvier à 16h au local du 35 boulevard Poincaré pour commencer la riposte.

Des Apaches
localapche@riseup.net